



République Démocratique du Congo
MAJORITE PRESIDENTIELLE « M.P »

SECRETARIAT GENERAL

COMMUNIQUE DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE


La Majorité Présidentielle porte à la connaissance de l'opinion nationale que les rumeurs et autres allégations, qui circulent depuis quelque temps sur les démêlés judiciaires et l'arrestation dans un pays étranger, du Camarade **Alexis THAMBWE MWAMBA**, Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux et Membre du Bureau Politique de la Majorité Présidentielle, sont fausses.

En séjour en Belgique dans le cadre d'une mission officielle, le Ministre d'Etat compte regagner le pays à la première occasion pour s'acquitter normalement de ses obligations d'Etat.

La Majorité Présidentielle saisit cette occasion pour renouveler, d'une part, sa confiance à tous les membres du Bureau Politique forcément sollicités dans le contexte actuel et, d'autre part, sa foi au système international de la justice comme instrument de régulation des relations entre Etats de la Communauté Internationale.

A ce propos, la Majorité Présidentielle rappelle le principe sacré de complémentarité et de subsidiarité de la justice internationale par rapport à la justice nationale des Etats, en l'occurrence à la justice congolaise, tel que consacré par les instruments internationaux pertinents.

Ainsi, la Majorité Présidentielle encourage le Gouvernement de la République à ne ménager aucun effort et à user de tous les moyens juridiques pour rétablir dans leurs droits tous les compatriotes visés par les sanctions dites ciblées notamment Messieurs Emmanuel RAMAZANI SHADARI, Alexis THAMBWE MWAMBA, Lambert MENDE, KALEV MUTOND, Evariste BOSHA.


Avenue Claude MALUMA 7416, croisement Flambeau,
à côté de l'hôtel la Différence, Kinshasa/Gombe.



République Démocratique du Congo
MAJORITE PRESIDENTIELLE « M.P »

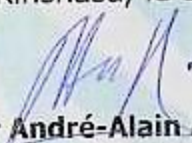
SECRETARIAT GENERAL

-2-

La Majorité Présidentielle condamne absolument la pratique de harcèlement judiciaire comme instrument d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, notamment en matière électorale en République Démocratique du Congo, et de gestion des relations entre Etats.

La Majorité Présidentielle exhorte à la retenue pour que la justice joue adéquatement son rôle d'hypotenseur social.

Fait à Kinshasa, le 16 Juin 2017


Ambassadeur **André-Alain ATUNDU LIONGO**

Porte-Parole